

L'Achat (neufs ou remis à neuf), Service de remise à neuf ou de Réparation, de téléphones Centrex et PBX

POUR SERVICES PARTAGÉS CANADA

TABLE DES MATIÈRES

1. Besoin
2. Demande de service
3. Garantie des travaux minimums
4. Clauses et conditions uniformisées
5. Exigences relatives à la sécurité
6. Processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement
7. Changement de contrôle
8. Durée du contrat
9. Responsables
10. Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
11. Paiement
12. Instructions relatives à la facturation
13. Attestations
14. Lois applicables
15. Ordre de priorité des documents
16. Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)
17. Exigences en matière d'assurances
18. Limitation de la responsabilité – gestion de l'information/technologie de l'information
19. Entrepreneur en coentreprise
20. Matériel
21. Élargissement de la gamme de produits existants
22. Préservation des supports électroniques
23. Exigences relatives à la production de rapports
24. Biens du gouvernement

Liste des annexes au contrat subséquent :

Annexes seront basées sur les Annexes précédentes au contrat.

Annexe « A » Énoncé des travaux

Annexe « B1 » Liste des Prix - original

Annexe « B2 » Liste des Prix

Annexe « C » Information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement de l'entrepreneur

Contract No. – No de contrat

Amdt No.- No de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
C26

Client Ref. No. – No de réf du client
R0000098790

File No. – No du dossier

CCC No. – No CCC FMS/No

Annexe « D » Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité

Annexe « E » Formulaire de Demande de service

Annexe « F » Rapport mensuel des Demandes de service

Annexe « G » Liste des articles – Propriété du gouvernement

Achat (neufs ou remis à neuf), Service de remise à neuf et Réparation, de téléphones Centrex et PBX

POUR

SERVICES PARTAGÉS CANADA

1. Besoin

- a. **Récupération Florence Inc.** accepte de fournir au client les biens et services décrits dans le contrat, y compris dans l'Énoncé des travaux, conformément au contrat et aux prix énoncés dans ce dernier. Cela comprend :
- Fournir des téléphones et des accessoires / pièces Centrex et PBX neufs ou remis à neuf, « sur demande »;
 - Fournir des services de remise à neufs ou de réparation des téléphones Centrex et PBX usés ou non fonctionnels de SSC « sur demande » ;
 - Fournir la documentation pour les téléphones/accessoires neufs, remis à neufs ou réparés, tels que requis en langue anglaise et française;
 - Fournir des garanties telles que décrites pour ces produits en vertu de l'Annexe «A»; et
 - Fournir l'emballage et la livraison de ces produits;
- à un ou plusieurs endroits à désigner par le Canada, à l'exclusion de tous les emplacements dans les zones assujetties à l'un des ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG); (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-approvisionnements/section/9/35>).
- b. **Client :** En vertu du contrat, le "client" est Services partagés Canada ("SPC"), un organisme qui a pour mandat de fournir des services partagés. Ce contrat sera utilisé par SPC pour fournir à ses clients des services partagés, qui comprennent SPC lui-même, ces institutions publiques pour lesquels les services de SPC sont obligatoires à tout moment pendant la durée du contrat, et ceux d'autres organisations pour qui les services de SSC sont facultatifs à tout moment pendant la durée du contrat et qui choisissent d'utiliser ces services de temps à autre. SPC peut choisir d'utiliser ce contrat pour certains ou l'ensemble de ses clients et peut utiliser d'autres moyens de fournir les mêmes services ou des services semblables.
- c. **Réorganisation du client :** La ré-désignation, la restructuration, le réaménagement ou le remaniement du client n'aura aucune incidence sur l'obligation de l'entrepreneur en ce qui a trait à l'exécution des travaux (et ne donnera pas lieu non plus au paiement d'honoraires supplémentaires). La restructuration, le réaménagement et le remaniement du client s'entendent aussi de sa privatisation, de sa fusion avec une autre entité et de sa dissolution, lorsque cette dissolution est suivie de la création d'une ou de plusieurs autres entités dont la mission est semblable à celle du client d'origine. Peu importe le type de réorganisation, le Canada peut désigner un autre ministère ou un autre organisme gouvernemental comme autorité contractante ou responsable technique, conformément aux nouveaux rôles et aux nouvelles responsabilités découlant de la réorganisation.

- d. **Définition des termes** : Les termes et expressions définis dans les conditions générales ou les conditions générales supplémentaires ou l'Annexe A – Énoncé des travaux et qui sont utilisés dans ce contrat ont le sens qui leur a été attribué dans ces conditions générales ou les conditions générales supplémentaires ou l'Annexe A – Énoncé des travaux. De plus, les termes et expressions ci-dessous correspondent aux définitions suivantes :
- i. Toute référence à un « produit livrable » ou à plusieurs « produits livrables » se rapporte au matériel, à la licence d'utilisation du logiciel sous licence (le logiciel sous licence n'est pas un produit livrable, car il n'est utilisé que dans le cadre du contrat et il n'est ni vendu, ni concédé).
 - ii. Utilisateur : On entend par utilisateur les personnes situées chez le client ou le bénéficiaire du service du client.
 - iii. *Produit* désigne tout matériel qui fonctionne dans la couche liaison de données du modèle OSI (couche 2) ou supérieure, tout logiciel et tout appareil technologique en milieu de travail.
 - iv. *Appareils technologiques en milieu de travail* désigne les ordinateurs de bureau, les postes de travail mobiles comme les ordinateurs portables et les tablettes, les téléphones intelligents, les téléphones, les périphériques et les accessoires comme les moniteurs, les claviers, les souris, les dispositifs audio et les dispositifs internes et externes de stockage, notamment les clés USB, les cartes à mémoire, les disques durs externes et les CD et DVD inscriptibles.
 - v. *Données du Canada* désigne toute donnée provenant des travaux, toute donnée reçue visant à contribuer aux travaux ou générée dans le cadre de la prestation de services de sécurité, de configuration, d'activités, d'administration et de gestion, ainsi que toute donnée transportée ou stockée par l'entrepreneur ou le sous-traitant dans le cadre des travaux.
 - vi. *Travaux* désigne les activités, les services, les biens, l'équipement, la matière et les éléments nécessaires livrés ou réalisés par l'entrepreneur dans le cadre du contrat subséquent.

2. Demande de service

- a. **Travaux effectués au fur et à mesure des besoins – Demandes de service**: La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés « sur demande », au moyen d'une Demande de service (DS). Les travaux décrits dans la Demande de service doivent être conformes à la portée du contrat. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant la réception de l'ordre de service autorisé. L'entrepreneur reconnaît qu'avant la réception la Demande de service le travail effectué sera à ses propres risques. Voir le formulaire de Demande de service sous l'Annexe « E ». - Les Demandes de service seront placées par courrier électronique à l'adresse électronique générique suivante:
ssc.telephoneinventoryservices-servicesinventairetelephonique.spc@canada.ca
- b. **Processus pour l'émission d'une Demande de service** : Si un besoin est identifié, ce processus sera suivi.
- i. Le responsable technique fournira à l'entrepreneur avec une description de tâche à l'aide d'une Demande de service. Les DSs émis par le Canada comprendra, au minimum, les domaines suivants :
 - (a) la date;

- (b) le numéro de la Demande de service;
- (c) le numéro de Révision de la Demande de service (s'il y a lieu);
- (d) type d'action;
- (e) la date de livraison requise;
- (f) la liste complète de tous les services et de l'équipement à fournir;
- (g) tous les coûts uniques et récurrents, conformément à l'annexe B1 ou B2, du présent contrat;
- (h) l'adresse de livraison;
- (i) le contacte sur le site
- (j) si la Demande de service est une révision d'une Demande en cours, le numéro de la révision et le numéro de la Demande originale seront indiqués.

c. **Limite des autorisations de tâche et responsabilités à l'égard de leur émission officielle:** Pour être valablement émise, une Demande de service doit comprendre les signatures suivantes:

- i. toute Demande de service dont la valeur est inférieure ou égale à 10 000.00\$ (incluant les taxes applicables) doit être émise par :
 - (a) le responsable technique, et
- ii. toute Demande de service dont la valeur est supérieur à 10,001.00\$ (incluant les taxes applicables) doit être signée par:
 - (a) le responsable technique, et
 - (b) l'autorité contractante.

Toute Demande de service qui ne porte pas les signatures requises n'a pas été émise de façon officielle par le Canada et n'est donc pas valide. Tous les travaux effectués par l'entrepreneur sans que celui-ci ait reçu des Demandes de service valide seront effectuées à ses propres risques. L'entrepreneur doit aviser l'autorité contractante s'il reçoit une Demande de service qui ne porte pas les signatures requises. Au moyen d'un avis écrit envoyé à l'entrepreneur, l'autorité contractante peut suspendre en tout temps le pouvoir du client d'attribuer des Demandes de service, ou réduire la valeur indiquée au sous-alinéa 2. a. ci-dessus. L'avis de suspension ou de réduction prend effet dès la réception.

- d. L'entrepreneur doit fournir un seul point de commande pour tous les Demandes de service. L'entrepreneur doit accepter les Demandes de service reçues à son adresse de courriel 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, tous les jours de l'année, et un accusé de réception de la Demande de service dans le deux jours ouvrables. L'entrepreneur doit tenir pour acquis que les Demandes de service que lui envoie l'autorité pertinente entre 8 h et 16 h (heure de l'Est) durant un jour ouvrable régulier sont reçues ce même jour. L'entrepreneur peut tenir pour acquis que les Demandes de service que lui envoie l'autorité pertinente entre 16 h 01 et 7 h 59 (heure de l'Est) sont reçues à 8 h le jour ouvrable suivant.

e. **Révision d'une Demande de service (RDS)**

- i. Le Canada a le droit d'émettre des révisions à une demande de service lorsque le travail n'a pas encore commencé ou que l'équipement n'a pas encore été commandé auprès de l'entrepreneur. L'entrepreneur doit accepter les révisions d'une demande de service. Toute révision sera émise par courrier électronique sous la forme d'une Révision de Demande de service (RDS), le cas échéant.

f. **Regroupement des Demandes de services à des fins administratives**

- i. Le contrat peut être modifié de temps à autre afin de refléter toutes les Demandes de services valablement approuvées à ce jour et de documenter le travail effectué dans le cadre de ces Demandes de services à des fins administratives.

g. **Avis d'achèvement d'une Demande de service**

- i. L'entrepreneur doit envoyer un avis d'achèvement d'une Demande de service dans les deux (2) jours ouvrables suivant l'achèvement de la commande.
- ii. L'avis d'achèvement doit au moins transmettre au gouvernement du Canada les renseignements suivants :
- (a) le numéro de la Demande de service; et
- (b) la date d'achèvement de la Demande de service.

h. **Emballage, expédition et livraison :**

- i. Les livraisons au Canada doivent être RDA destination. **Les livraisons seront faites à l'adresse suivante: Catalin Palade, SSC, 99 Metcalfe, K1A 1E3, Ottawa, ON, CANADA; ou, à une adresse fournie par SSC lors du placement de la Demande.** L'emballage et l'expédition de tous les articles doivent être conformes à la norme de l'industrie afin de garantir leur arrivée à destination en bon état. Un bordereau de marchandise doit accompagner chaque envoi. L'entrepreneur est responsable de la livraison sûre de tous les articles. Les frais de livraison, y compris de transport, d'emballage et d'expédition, sont compris dans le prix unitaires. L'entrepreneur est responsable des coûts liés au remplacement de dispositifs ou d'accessoires endommagés durant le transport vers la destination finale et les dispositifs en seront pas considérés comme ayant été livrés à la date de livraison à moins qu'ils ne présentent aucun dommage et soient prêts à être acceptés.

3. Garantie des travaux minimums

- a. Dans la présente clause,
- i. « **valeur maximale du contrat** » désigne le montant indiqué à la clause « **Limite des dépenses** » du contrat (TPS ou TVH en sus);
- ii. « **valeur minimale du contrat** » signifie 15,000.00 \$, (TPS ou TVH en sus).

- b. L'obligation du Canada dans le cadre du contrat consiste à demander des travaux jusqu'à concurrence de la valeur minimale du contrat ou, au choix du Canada, à payer l'entrepreneur à la fin du contrat conformément au paragraphe c), sauf pour les cas prévus au paragraphe d). En contrepartie de cette obligation, l'entrepreneur convient de se tenir prêt, pendant toute la durée du contrat, à exécuter les travaux décrits dans le contrat. La responsabilité maximale du Canada à l'égard des travaux exécutés dans le cadre du contrat ne doit pas dépasser la valeur maximale du contrat, à moins d'une augmentation autorisée par écrit par l'autorité contractante.
- c. Si, pendant la durée du contrat, le Canada n'exige pas une quantité de travaux correspondant à la valeur minimale du contrat, il devra verser à l'entrepreneur la différence entre cette valeur et le coût total des travaux demandés.
- d. Conformément à cet article, le Canada n'aura aucune obligation à l'égard de l'entrepreneur si le Canada résilie l'ensemble du contrat :
 - i. pour manquement;
 - ii. pour des raisons pratiques à la suite de la décision ou de la recommandation d'un tribunal ou d'une cour, énonçant que le contrat peut être résilié, faire l'objet d'une autre demande de soumissions ou être attribué à un autre fournisseur;
 - iii. pour des raisons pratiques dans les 10 jours ouvrables suivant l'attribution du contrat.

4. **Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions indiquées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/tous>). Toutes références dans les conditions générales ou conditions générales supplémentaires au ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux sera interprété comme une référence au ministre dont Services partagés Canada est placé sous son autorité et toutes références à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada sera interprété comme Services partagés Canada.

Pour ce contrat les politiques spécifiées de TPSGC incorporées dans les Conditions générales sont adoptées par SPC.

a. **Conditions générales**

- i. 2030 (2020-05-28), Conditions générales – besoins plus complexes de biens, s'applique et en fait partie intégrante.

L'article 2 des conditions générales est modifié : supprimer « Conformément à la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux L.C. 1996, ch. 16 »

L'article 22 de 2030 (Garantie) est par les présentes modifiée pour supprimer l'option de l'entrepreneur pour réparer ou autrement faire bon à ses frais la partie des marchandises jugée défectueuse ou non conforme aux exigences du contrat. De nouvelles unités de remplacement (par opposition à la réparation des unités défectueuses) doivent être fournies

pour les casques téléphoniques défectueux renvoyé avec accessoires pendant la période de garantie, dans un délai de quinze jours ouvrables suivant la réception de l'entrepreneur l'unité défectueuse(s), sans frais supplémentaires pour le client.

b. Conditions générales supplémentaires

Les conditions générales supplémentaires suivantes :

- i. 4001 (2015/04/01), Conditions générales supplémentaires – Achat, location et maintenance de matériel;

s'appliquent et font partie du contrat.

5. Exigences relatives à la sécurité

- a. L'exigence de sécurité suivants (LVERS et les articles connexes) s'applique et fait partie du contrat.
- b. L'entrepreneur doit, en tout temps durant l'exécution du Contrat, détenir une vérification d'organisation désignée (VOD) délivrée par la Direction de la sécurité industrielle Canadienne (DSIC) de Services publics et Approvisionnement Canada.
- c. L'entrepreneur et ses employés doivent TOUS détenir une cote FIABILITÉ, délivrée par le Canada et approuvée par Services partagés Canada.
- d. L'entrepreneur et ses employés NE DOIVENT retirer aucun renseignement ou bien PROTÉGÉ ou CLASSIFIÉ du lieu de travail.
- e. L'entrepreneur et ses employés NE DOIVENT PAS utiliser leurs systèmes de TI pour traiter, produire ou stocker électroniquement des données ou des renseignements PROTÉGÉS ou CLASSIFIÉS.
- f. Les activités de sous-traitance comportant des exigences en matière de sécurité NE DOIVENT PAS être octroyées avant l'obtention de la permission écrite de Services partagés Canada.
- g. L'entrepreneur et ses employés doivent se conformer aux dispositions énoncées dans les lois et documents suivants :
 - i. Ministère de la Justice – Loi sur la protection de l'information (dernière édition); et
 - ii. Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

6. Processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement

- a. **Processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement** : Les parties reconnaissent que le processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement était un élément clé du processus d'approvisionnement qui a mené à l'attribution du présent contrat. Dans le cadre de ce processus d'évaluation, le Canada a évalué l'information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement (ISCA) de l'entrepreneur sans avoir ciblé de préoccupations en matière de sécurité. L'ISCA suivante a été soumise :
 - i. une liste des produits de TI; et
 - ii. des renseignements sur la propriété.

Cette ISCA est incluse à l'annexe C. Les parties reconnaissent également que la sécurité représente un facteur essentiel pour le Canada à l'égard du présent contrat et qu'une évaluation continue de l'ISCA sera exigée tout au long de la période visée par le contrat. Le présent article régit ce processus.

b. **Évaluation de la nouvelle ISCA :** Au cours de la période visée par le contrat, l'entrepreneur pourrait être appelé à modifier l'ISCA contenue dans l'annexe C. À cet égard :

- i. L'entrepreneur doit, à compter de l'attribution du contrat, revoir son ISCA au moins une fois par mois pour montrer les changements apportés ainsi que les suppressions et les ajouts qui concernent les services prévus au contrat (y compris les produits déployés par ses sous-traitants) durant cette période. Il doit indiquer sur la liste où les changements ont été apportés lors de la période en question. Si aucune modification n'a été apportée au cours du mois, l'entrepreneur doit aviser l'autorité contractante par écrit que la liste existante est inchangée. Les modifications apportées à la liste des produits de TI doivent être accompagnées des diagrammes en réseau révisés, s'il y a lieu.
- ii. L'entrepreneur accepte de fournir des mises à jour périodiques (au moins une fois l'an) à l'autorité contractante pendant la période visée par le contrat au sujet des nouveaux produits qu'il compte déployer dans le cadre des travaux (p. ex. pendant l'élaboration de sa « feuille de route technologique » ou de plans similaires). Le Canada pourra ainsi évaluer ces produits à l'avance afin de cerner toute préoccupation liée à la sécurité avant le déploiement des produits dans le cadre de la prestation des services visés par le contrat. Le Canada s'efforcera d'évaluer les nouveaux produits proposés dans un délai de 30 jours civils, même si les listes de produits plus longues peuvent prendre plus de temps.
- iii. Le Canada se réserve le droit de réaliser une évaluation complète et indépendante de toute nouvelle ISCA. À la demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur doit lui fournir tout renseignement dont elle a besoin pour réaliser son évaluation.
- iv. Le Canada peut confier l'évaluation à ses propres ressources ou à des experts-conseils et peut, au besoin, se procurer des renseignements supplémentaires auprès de tiers. Il peut utiliser tout renseignement, que celui-ci ait été fourni par l'entrepreneur ou provienne d'une autre source, qu'il juge utile afin d'effectuer une évaluation exhaustive de toute nouvelle ISCA proposée.

c. **Détermination des nouvelles vulnérabilités en matière de sécurité dans l'ISCA qui a déjà été évaluée par le Canada**

- i. L'entrepreneur doit fournir au Canada, en temps opportun, des renseignements sur toutes les vulnérabilités qu'il remarque dans le cadre des travaux, y compris toute faiblesse ou lacune de conception d'un produit servant à la prestation de services qui permettrait à une personne non autorisée de compromettre l'intégrité, la confidentialité, les contrôles d'accès, la disponibilité, la cohérence ou le mécanisme d'audit du système ou des données et applications qu'il héberge.
- ii. L'entrepreneur reconnaît que la nature des technologies de l'information est telle que de nouvelles vulnérabilités, y compris des vulnérabilités relatives à la sécurité, sont constamment détectées et pourraient l'être dans l'ISCA qui a déjà été évaluée sans que le Canada détecte de préoccupation relative à

la sécurité, soit durant le processus d'approvisionnement, soit plus tard lors de la période du contrat.

d. Traitement des préoccupations relatives à la sécurité :

- i. Si le Canada informe l'entrepreneur de préoccupations relatives à la sécurité dans un produit qui n'a pas encore été déployé, l'entrepreneur convient de ne pas le déployer dans le cadre du contrat sans le consentement de l'autorité contractante.
- ii. Le Canada peut, à tout moment pendant la période du contrat, informer l'entrepreneur qu'il estime qu'un produit utilisé dans la solution de ce dernier (y compris l'utilisation par un sous-traitant) pourrait compromettre ou servir à compromettre la sécurité de l'équipement, des micrologiciels, des logiciels, des systèmes ou de l'information du Canada. Dans un tel cas, l'entrepreneur doit :
 - (a) fournir au Canada toute information demandée par l'autorité contractante afin que le Canada puisse effectuer une évaluation exhaustive;
 - (b) à la demande de l'autorité contractante, proposer un plan d'atténuation (y compris un calendrier) dans les dix jours ouvrables, comme la migration vers un autre produit. L'autorité contractante informera l'entrepreneur par écrit si le Canada approuve le plan d'atténuation, ou formulera des commentaires sur les préoccupations ou les lacunes relevées dans le plan d'atténuation;
 - (c) mettre en œuvre le plan d'atténuation approuvé par le Canada.

Ce processus s'applique tant aux nouveaux produits qu'aux produits qui ont déjà été évalués dans le cadre de l'évaluation du processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement menée par le Canada, mais qui présentent désormais des vulnérabilités en matière de sécurité.

- iii. Malgré l'alinéa précédent, si le Canada détermine, à sa discrétion, que la préoccupation relevée en matière de sécurité pose une menace à la sécurité nationale, à la fois grave et imminente, l'autorité contractante pourrait exiger que l'entrepreneur cesse immédiatement le déploiement du ou des produits en question dans le cadre des travaux. En ce qui a trait aux produits déjà déployés, l'entrepreneur doit les repérer et les retirer (à la demande de l'autorité contractante) des travaux selon l'échéancier établi par le Canada. Cependant, avant de prendre une décision définitive à cet égard, le Canada permettra à l'entrepreneur de faire valoir son point de vue dans les 48 heures suivant la réception de l'avis de l'autorité contractante. Par exemple, l'entrepreneur peut proposer des mesures d'atténuation que le Canada pourra considérer. Le Canada prendra ensuite une décision définitive.

e. Conséquences financières :

- i. Toute conséquence financière subséquente à une demande du Canada pour que cesse le déploiement d'un ou de plusieurs produits donnés, ou pour que ceux-ci soient retirés, sera prise en considération et négociée de bonne foi par les parties au cas par cas, et pourra faire l'objet d'une modification au contrat. Cependant, malgré de telles négociations, l'entrepreneur doit cesser le déploiement du ou des produits, ou les retirer, à la demande du Canada. Les négociations se poursuivront séparément. Les parties conviennent qu'à tout le moins, les facteurs suivants seront pris en considération dans leurs négociations, le cas échéant :

- (a) en ce qui concerne les produits que le Canada a déjà évalués lors d'une évaluation de l'ISCA sans détecter de préoccupation en matière de sécurité, une preuve fournie par l'entrepreneur démontrant depuis combien de temps il est propriétaire du produit;
 - (b) en ce qui concerne les nouveaux produits, le fait que l'entrepreneur ait été capable ou non d'aviser au préalable le Canada de l'utilisation des nouveaux produits dans le cadre des travaux;
 - (c) la preuve du montant payé par l'entrepreneur pour le produit, ainsi que tout montant payé au préalable par l'entrepreneur ou que celui-ci s'est engagé à payer pour l'entretien et la prise en charge du produit;
 - (d) la durée de vie utile normale du produit;
 - (e) toute annonce de fin de vie ou autre formulée par le fabricant concernant le produit, indiquant que celui-ci ne sera plus pris en charge;
 - (f) la durée de vie utile normale du produit de remplacement proposé;
 - (g) le temps qu'il reste à la période du contrat;
 - (h) si le produit existant ou son remplacement est utilisé ou sera utilisé exclusivement pour le Canada, ou si le produit est aussi utilisé pour fournir des services à d'autres clients de l'entrepreneur ou ses sous-traitants;
 - (i) si le produit remplacé peut être déployé à nouveau pour d'autres clients;
 - (j) toute formation nécessaire des employés de l'entrepreneur quant à l'installation, à la configuration et à la maintenance des produits de remplacement, pourvu que l'entrepreneur puisse prouver que ses employés n'auraient pas besoin de cette formation autrement;
 - (k) tous les frais de développement que l'entrepreneur doit assumer pour intégrer les produits de remplacement au portail de service ainsi qu'aux systèmes d'exploitation, d'administration et de gestion, si les produits de remplacement ne sont pas des produits déployés à d'autres fins dans le cadre des travaux;
 - (l) l'incidence du changement pour le Canada, y compris la quantité et le type de ressources nécessaires et le temps alloué à la migration.
- ii. En outre, à la demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur devra fournir une ventilation détaillée des coûts, une fois que les travaux liés aux préoccupations en matière de sécurité signalées conformément au présent article seront terminés. La ventilation des coûts doit comprendre une liste de tous les éléments de coût applicables concernant le travail demandé par l'autorité contractante et doit être signée et certifiée par l'agent financier principal de l'entrepreneur, sauf indication contraire écrite de la part de l'autorité contractante. Le Canada doit juger que pour chaque élément de coût, des données justificatives ont été fournies avec suffisamment de détails pour permettre un audit exhaustif. En aucun cas le remboursement des dépenses de l'entrepreneur (ou de l'un de ses sous-traitants) ne dépassera les frais remboursables démontrés qui sont directement liés à la demande présentée par le Canada pour que cesse le déploiement d'un ou de plusieurs produits donnés ou pour le retrait de ceux-ci.

- iii. Malgré les autres dispositions du présent article, si l'entrepreneur ou l'un de ses sous-traitants déploie de nouveaux produits qui soulèvent des questions de sécurité de la part du Canada dans le cadre des travaux, le Canada peut exiger que l'entrepreneur ou l'un de ses sous-traitants cesse immédiatement le déploiement du produit, ou qu'il le retire. Dans de tels cas, tous les frais déboursés pour se conformer à la demande du Canada seront assumés par l'entrepreneur ou ses sous-traitants, tel qu'il a été négocié entre eux. Le Canada n'est pas responsable de ces coûts.

f. Généralités :

- i. Le processus décrit dans le présent article peut viser un produit unique, un ensemble de produits, ou la totalité des produits fabriqués ou distribués par un fournisseur donné.
- ii. Le processus décrit dans le présent article vise également les sous-traitants. En ce qui a trait aux répercussions sur les coûts, le Canada reconnaît que les considérations de coûts liées aux préoccupations sur les sous-traitants (plutôt que les produits) pourraient être différentes et comprendre des facteurs comme la disponibilité d'autres sous-traitants pour accomplir le travail.
- iii. Aux termes du présent article, le non-respect de tout niveau de service en raison d'une transition vers un nouveau produit ou vers un nouveau sous-traitant, à la demande du Canada, n'entraînera pas de crédit de service, ni ne sera pris en considération dans les calculs généraux des valeurs métriques, à condition que l'entrepreneur applique les changements nécessaires conformément au plan de migration approuvé par le Canada ou procède immédiatement à la mise en œuvre des exigences du Canada si ce dernier a déterminé que la menace à la sécurité nationale est grave et imminente.
- iv. Si l'entrepreneur est informé qu'un sous-traitant déploie un produit faisant l'objet de préoccupations en matière de sécurité dans le cadre des travaux, il doit immédiatement en aviser l'autorité contractante et le responsable technique, et voir à l'application des modalités de son contrat avec le sous-traitant. L'entrepreneur reconnaît ses obligations au titre des Conditions générales 2030, paragraphe 9(3).
- v. Toute décision prise par le Canada à cet égard concerne un produit ou un sous-traitant précis et son utilisation proposée dans le cadre du présent contrat; une telle décision ne signifie aucunement que le même produit ou sous-traitant serait nécessairement évalué de la même façon, si son utilisation était proposée à une autre fin ou dans un autre contexte.

g. Sous-traitance

- i. Contrairement aux conditions générales, aucune partie des travaux ne peut être sous-traitée (même à une société affiliée de l'entrepreneur) sans le consentement écrit préalable de l'autorité contractante. Pour obtenir le consentement de l'autorité contractante, l'entrepreneur doit fournir les renseignements suivants :
 - (a) le nom du sous-traitant;
 - (b) la partie des travaux qui doit être réalisée par le sous-traitant;
 - (c) le niveau de vérification d'organisation désignée ou d'attestation de sécurité d'installation du sous-traitant;

- (d) la date de naissance, le nom complet et la cote de sécurité des employés du sous-traitant qui devront avoir accès aux installations du Canada;
 - (e) la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité secondaire, remplie et signée par l'agent de sécurité d'entreprise de l'entrepreneur, et qui doit être remplie par la Direction de la sécurité industrielle canadienne;
 - (f) tout autre renseignement demandé par l'autorité contractante.
- ii. Pour les besoins du présent article, le terme « sous-traitant » ne comprend pas les fournisseurs sans lien de dépendance avec l'entrepreneur dont le seul rôle est de fournir de l'équipement de télécommunication ou tout autre équipement ou logiciel que l'entrepreneur utilisera pour la prestation de ses services, y compris si l'équipement est installé dans le réseau de base ou l'infrastructure de l'entrepreneur.

7. Changement de contrôle

- a. En tout temps pendant la durée du contrat, si l'autorité contractante en fait la demande, l'entrepreneur doit fournir au Canada :
- i. un organigramme sur lequel figurent toutes les personnes morales et sociétés de personnes liées à l'entrepreneur; aux fins d'application de cet article, une personne morale ou une société de personnes sera considérée comme liée à une autre entité si l'une des conditions suivantes est respectée :
 - (a) il s'agit de « personnes liées » ou de « personnes affiliées » selon la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada;
 - (b) les entités entretiennent une relation fiduciaire (découlant d'un arrangement entre agences ou toute autre forme de relation fiduciaire), ou ont entretenu une telle relation au cours des deux dernières années précédant la demande de renseignements; ou
 - (c) les entités ont tout autre lien de dépendance entre elles ou avec le même tiers;
 - ii. une liste de tous les actionnaires de l'entrepreneur. Si l'entrepreneur est une filiale, cette information doit être fournie pour chaque société mère (personne morale ou société de personnes), et ce, jusqu'au premier propriétaire. Quant aux sociétés ouvertes, le Canada prévoit demander une liste complète des actionnaires seulement si les circonstances sont inhabituelles, et toute demande de sa part visant l'obtention d'une liste des actionnaires d'une société ouverte se limiterait généralement aux actionnaires détenant au moins 1 % des actions avec droit de vote;
 - iii. une liste de tous les cadres et administrateurs de l'entrepreneur, comprenant l'adresse de leur domicile, leurs date et lieu de naissance, et leurs citoyennetés. Si l'entrepreneur est une filiale, cette information doit être fournie pour chaque société mère (personne morale ou société de personnes), et ce, jusqu'au premier propriétaire;
 - iv. tout autre renseignement demandé par le Canada au sujet de la propriété et du contrôle.

À la demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur devra aussi fournir cette information concernant ses sous-traitants. Toutefois, si un sous-traitant considère que cette information est confidentielle, l'entrepreneur peut remplir ses obligations

en demandant à ce dernier de fournir l'information directement à l'autorité contractante. Que cette information soit fournie par l'entrepreneur ou le sous-traitant, le Canada s'engage à la prendre en charge conformément au paragraphe 23(3) des Conditions générales 2030 (besoins plus complexes de biens) si elle porte une mention « confidentielle » ou « exclusive ».

- b. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant :
- i. tout changement de contrôle de l'entrepreneur;
 - ii. tout changement de contrôle d'une société mère (personne morale ou société de personnes) de l'entrepreneur, et ce, jusqu'au premier propriétaire;
 - iii. tout changement de contrôle d'un sous-traitant exécutant une partie des travaux (y compris tout changement de contrôle d'une société mère [personne morale ou société de personnes] du sous-traitant, et ce, jusqu'au premier propriétaire).

L'entrepreneur doit fournir cet avis au plus tard 10 jours ouvrables du gouvernement fédéral après ce changement de contrôle (ou, dans le cas d'un sous-traitant, au plus tard 15 jours ouvrables du gouvernement fédéral après le changement de contrôle). Lorsque possible, le Canada demande que l'entrepreneur l'avise de toute transaction de changement de contrôle proposée.

- c. Dans le présent article, un « changement de contrôle » comprend, sans s'y limiter, un changement direct ou indirect dans le contrôle effectif de la personne morale ou de la société de personnes, que ce changement découle du grèvement, de la vente ou de la disposition des actions (ou d'un autre type de quote-part dans la société de personnes) par tout autre moyen. Dans le cas où l'entrepreneur ou le sous-traitant est une coentreprise, cette obligation s'applique à un changement de contrôle touchant un membre (une personne morale ou une société de personnes) de la coentreprise. Si l'entrepreneur ou le sous-traitant est une société de personnes ou une société en commandite, cette obligation s'applique aussi à toute personne morale ou société en commandite qui est un associé.
- d. Si le Canada détermine, à sa seule discrétion, qu'un changement de contrôle de l'entrepreneur (concernant aussi bien l'entrepreneur lui-même que l'une de ses sociétés mères, jusqu'au premier propriétaire) peut porter atteinte à la sécurité nationale, le Canada peut résilier le contrat sans fautes en fournissant un avis à l'entrepreneur dans les 90 jours suivant l'avis de changement de contrôle de ce dernier. Le Canada ne devra pas justifier la résiliation de contrat en raison d'un changement de contrôle si le Canada détermine, à sa discrétion, que ces justifications elles-mêmes pourraient porter atteinte à la sécurité nationale.
- e. Si le Canada décide, à sa discrétion, qu'un changement de contrôle d'un sous-traitant (concernant aussi bien le sous-traitant lui-même que l'une de ses sociétés mères, jusqu'au premier propriétaire) peut porter atteinte à la sécurité nationale, le Canada informera l'entrepreneur par écrit de sa décision. Le Canada ne devra pas justifier sa décision si le Canada détermine, à sa discrétion, que ces justifications elles-mêmes pourraient porter atteinte à la sécurité nationale. L'entrepreneur devra, dans les 90 jours suivant la réception de l'avis, prendre des arrangements avec un autre sous-traitant, que le Canada juge acceptable, pour la réalisation de la partie des travaux exécutée par le sous-traitant actuel (ou l'entrepreneur devra exécuter lui-même cette partie des travaux). Si l'entrepreneur ne le fait pas dans le délai requis, le Canada pourra résilier le contrat sans fautes en fournissant un avis à l'entrepreneur dans les 180 jours suivant le premier avis de changement de contrôle de l'entrepreneur.

- f. Dans le présent article, une résiliation sans fautes signifie qu'aucune des parties n'est tenue responsable en ce qui a trait au changement de contrôle ou à la subséquente résiliation, et que le Canada ne devra payer que les services ayant été fournis avant la date d'entrée en vigueur de la résiliation.
- g. Malgré ce qui précède, le droit à la résiliation sans fautes du Canada ne s'applique pas dans les circonstances où une réorganisation interne n'a pas d'incidence sur la propriété de la société mère (personne morale ou société de personnes) de l'entrepreneur ou du sous-traitant, selon le cas, c'est-à-dire que le Canada n'a pas le droit de résilier le contrat en vertu du présent article si l'entrepreneur ou le sous-traitant est contrôlé, en tout temps, directement ou indirectement, par le même premier propriétaire. Toutefois, dans un tel cas, les exigences relatives à l'avis du présent article s'appliquent toujours.

8. Durée du contrat

- a. **Durée du contrat** : La « **durée du contrat** », soit la période au cours de laquelle l'entrepreneur est obligé d'exécuter les travaux, comprend :
 - i. la « **durée du contrat initial** », qui débute à la date d'attribution du contrat et se termine 2 ans plus tard, et
 - ii. la période de prolongation de ce contrat, si le Canada décide de se prévaloir des options énoncées dans le contrat.
- b. **Option de prolongation du contrat** :
 - i. L'entrepreneur accorde au Canada les options irrévocables lui permettant de prolonger la durée du contrat jusqu'à quatre périodes supplémentaires d'un an chacune, selon les mêmes modalités et conditions. L'entrepreneur accepte que, pendant la durée prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.
 - ii. Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 30 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne peut être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, à des fins administratives seulement, par une modification au contrat.

9. Responsables

a. Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Jean-Charles St-Onge

Procurement Team Leader | Chef d'équipe d'approvisionnement
Network, End Users and Cyber Security (NEUCS) | Réseaux, Utilisateurs et
Cybersécurité (RUC)

Procurement and Vendor Relationships | Acquisitions et relations avec les
fournisseurs

Shared Services Canada | Services partagés Canada
180 Kent street, 13th Floor, Sta. 13-142 / 180 rue Kent,
13e étage, Sta. 13-142
Ottawa, Ontario
K1G 4A8

Telephone | Téléphone: (613) 618-0167

Fax | Télécopieur: (613) 960-6007

Adresse électronique : Jean-Charles.St-Onge@ssc-spc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ni de travaux qui n'y sont pas prévus à la suite de demandes ou d'instructions verbales ou écrites provenant d'une personne autre que l'autorité contractante.

b. Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Catalin Palade

Chef d'Équipe/p.i., Consolidation des contrats (Maintenance)
Directions générales des Services de réseau et de sécurité (SRS) et des Services numériques (SN)
Partenariats et orientation stratégique
Services partagés Canada / Gouvernement du Canada
99 Metcalfe, K1A 1E3, Ottawa, ON, CANADA
Catalin.Palade@ssc-spc.gc.ca / Tél : 514-602-3976

Le responsable technique est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter de questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser la modification de la portée des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

c. Représentant de l'entrepreneur

(a remplir plus tard lors de l'octroi du contrat)

10. Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

- a. En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

11. Paiement

a. Base de Paiement

- i. À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix fermes selon l'annexe B1, Liste des Prix - Originale, en dollars canadiens, rendu droits acquittés (RDA) le cas échéant, la TPS/TVH en sus, s'il y a lieu, y compris le transport, la fourniture et la livraison de téléphones et d'accessoires sur la base " tel, si et au moment prescrits ».
- ii. Une Liste des Prix additionnelle, Annexe B2, sera développée sous le contrat et sera basée sur la Protection des prix – Meilleur client.
- iii. Les livraisons devront être expédiées à la destination spécifiée :

(a) Catalin Palade, SSC, 99 Metcalfe, K1A 1E3, Ottawa, ON, CANADA; ou,

(b) À une adresse fournie par SPC lorsque l'ordre de service est placé;
et délivré RDA selon les Incoterms 2000 pour les expéditions en provenance
d'un entrepreneur commercial.

- iv. L'entrepreneur sera responsable de tous les frais de livraison, de
l'administration, des coûts et des risques du transport et du dédouanement,
incluant le paiement des droits de douane et des taxes.

b. Limitation des dépenses

- i. Dans le cadre du contrat, la responsabilité totale du Canada envers
l'entrepreneur ne doit pas dépasser la somme indiquée à la première page du
contrat, moins la TPS ou la TVH, selon le cas. En ce qui concerne le montant
inscrit à la première page du contrat, les droits de douane sont exclus, et la
TPS ou la TVH est incluse, s'il y a lieu. L'engagement d'acquiescer une quantité
ou une valeur précise de biens ou de services est décrit ailleurs dans le
contrat.

- ii. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des
travaux découlant d'une modification de conception ou d'une modification ou
interprétation des spécifications ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur,
à moins que ces modifications de conception, modifications ou interprétations
des spécifications n'aient été approuvées, par écrit, par l'autorité contractante
avant d'être intégrées aux travaux. L'entrepreneur ne doit pas exécuter des
travaux ni fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la
responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été
autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par
écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance des fonds :

- (a) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée;
(b) quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat;
(c) dès qu'il juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour
l'achèvement des travaux;

selon la première occurrence.

- iii. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont
insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds
additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur
n'augmente pas automatiquement la responsabilité du Canada à son égard.

c. Méthode de paiement

- i. H1001C (2008/05/12) Paiements multiples

**d. Protection des prix – Meilleur client – Non applicable pour les biens ou
services indiqués sous l'Annexe B1 – Liste des Prix - Originale**

- i. À la connaissance de l'entrepreneur, les prix qu'il réclame au Canada selon le
contrat ne dépassent pas les prix ou les taux les plus bas qu'il a facturés à ses
autres clients (y compris à d'autres entités du gouvernement du Canada) pour
des produits et des services de qualité et en quantité semblables au cours de
l'année qui a précédé l'attribution du contrat.
- ii. Si, après la date d'attribution du contrat, l'entrepreneur réduit les prix facturés
à d'autres clients pour des biens et des services de qualité et en quantité
semblables, il consent à réduire les prix des produits qu'il lui reste à livrer
selon le contrat (et en avise l'autorité contractante).

- iii. Le Canada se réserve le droit de soumettre à une vérification les dossiers de l'entrepreneur pour s'assurer de bénéficier (ou d'avoir bénéficié) de ces prix en tout temps pendant les six (6) années qui suivront le dernier paiement effectué conformément au contrat ou jusqu'au règlement des litiges ou réclamations en cours, la date ultérieure étant retenue. Le Canada donnera un préavis d'au moins deux (2) semaines avant d'effectuer une telle vérification.
- iv. Pendant cette vérification, l'entrepreneur doit produire les factures et les contrats relatifs aux biens ou aux services de qualité et en quantité semblables qu'il a vendus à d'autres clients. Ces documents doivent couvrir l'année précédant l'attribution du contrat et la durée du contrat. Si l'entrepreneur est tenu par la loi ou par un contrat de préserver la confidentialité des renseignements d'un autre client, il peut noircir, sur les factures et les contrats, les renseignements qui pourraient révéler l'identité du client (comme son nom et son adresse), pourvu que l'entrepreneur fournisse, avec ces documents, une attestation de son directeur financier décrivant le profil du client (p. ex. s'il s'agit d'un client du secteur public ou du secteur privé, la taille de l'entreprise, le nombre d'établissements et l'endroit où les services sont offerts).
- v. Afin de déterminer si les biens et les services vendus à un autre client étaient de qualité analogue, on étudiera les conditions du contrat selon lesquelles ces biens et services ont été fournis, dans la mesure où il y a de bonnes raisons de croire que ces conditions ont eu des répercussions sur les prix.
- vi. Si la vérification faite par le Canada révèle que l'entrepreneur a facturé des prix inférieurs pour des biens et des services de qualité et en quantité semblables dans le cadre d'un contrat exécuté dans l'année ayant précédé l'attribution du présent contrat, ou encore que l'entrepreneur a fourni des services et des biens supplémentaires selon le présent contrat après avoir réduit les prix offerts à d'autres clients sans réduire les prix visés par le présent contrat, il doit verser au Canada la différence entre le montant qu'il lui a facturé et le montant facturé aux autres clients, jusqu'à concurrence de 25 % de la valeur du présent contrat.
- vii. Le Canada reconnaît que cet engagement ne s'applique pas aux prix facturés par les sociétés affiliées de l'entrepreneur.

12. Instructions relatives à la facturation

- a. L'entrepreneur peut présenter des factures par voie électronique par l'entremise du portail P2P de SPC, conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des Conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture est terminé. À titre subsidiaire, l'entrepreneur peut chercher à obtenir le consentement de l'autorité contractante de soumettre les factures en utilisant une méthode de rechange. La facture de l'entrepreneur doit inclure un poste distinct pour chaque sous-paragraphe dans la base de paiement.
- b. En présentant des factures (portant sur des articles qui ne font pas l'objet d'un paiement anticipé), l'entrepreneur atteste que les biens et services ont été livrés et que tous les frais sont conformes aux dispositions de la base de paiement du contrat, y compris tous frais pour des travaux effectués par des sous-traitants.
- c. Pour les bons de commande, la facture de l'entrepreneur doit indiquer la ligne et la quantité pour lesquels la facturation couvre.

- d. L'entrepreneur doit fournir l'original de chaque facture au responsable technique. Sur demande, l'entrepreneur doit fournir une copie de toutes les factures à la demande de l'autorité contractante.

13. Attestations

- a. La conformité des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et peut être vérifiée par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si l'on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission présentent de fausses déclarations, qu'elles aient été faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément à la disposition du contrat en la matière.

14. Lois applicables

- a. Le contrat doit être interprété et régi conformément aux lois en vigueur en **Ontario**, et les lois entre les parties seront déterminées par ces lois.

15. Ordre de priorité des documents

- a. En cas d'écart entre le libellé des documents qui figurent sur la liste suivante, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui prévaut :
 - i. les articles du présent accord, y compris les clauses du guide des CCUA qui y sont intégrées par renvoi ;
 - ii. les conditions générales 2030 (2020/05/28) Conditions générales – besoins plus complexes de biens;
 - iii. les conditions générales supplémentaires, dans l'ordre suivant :
 - (a) 4001 (2015/04/01), Conditions générales supplémentaires – Achat, location et maintenance de matériel;
 - iv. l'annexe A, Énoncé des travaux;
 - v. l'annexe B1, Liste de Prix – Originale;
 - vi. l'annexe B2, Liste de Prix;
 - vii. Exigences de sécurité Liste de vérification;
 - viii. l'annexe C, Information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement de l'entrepreneur;
 - ix. l'annexe D, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS);
 - x. l'annexe E, Formulaire de Demande de service;
 - xi. l'annexe F, Rapport mensuel des Demandes de service;
 - xii. l'annexe G, Liste des articles – Propriété du gouvernement; et,
 - xiii. la soumission de l'entrepreneur datée du **31 mai 2017** à l'exclusion des modalités du concepteur de logiciels pouvant faire partie de la soumission, des dispositions sur la limitation de la responsabilité et des modalités intégrées dans la soumission par renvoi (y compris par hyperlien).

16. Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

- a. Clause du guide des CCUA A2000C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

17. Exigences relatives aux assurances

- a. Clause du guide des CCUA G1005C (2008/05/12) - Exigences en matière d'assurance, Conditions d'assurance

18. Limitation de la responsabilité – gestion de l'information/technologie de l'information

- a. Cet article s'applique malgré toute autre disposition du contrat et remplace l'article des conditions générales intitulé « Responsabilité ». Dans cet article, chaque fois qu'il est fait mention de dommages causés par l'entrepreneur, cela renvoie également aux dommages causés par ses employés, ainsi que par ses sous-traitants, ses mandataires, ses représentants, ou leurs employés. Cet article s'applique que la réclamation soit fondée contractuellement sur un délit civil ou un autre motif de poursuite. L'entrepreneur n'est pas responsable envers le Canada en ce qui concerne le rendement ou l'inexécution du contrat, sauf dans les cas précisés dans cet article et dans tout autre article du contrat préétablissant des dommages-intérêts. L'entrepreneur est uniquement responsable des dommages indirects, particuliers ou consécutifs, dans la mesure décrite dans cet article, même si l'entrepreneur a été avisé de la possibilité de ces dommages.
- b. **Responsabilité de la première partie :**
 - i. L'entrepreneur est entièrement responsable envers le Canada de tous les dommages, y compris les dommages indirects, particuliers ou consécutifs, causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapporte à :
 - (a) toute violation des droits de propriété intellectuelle dans la mesure où l'entrepreneur viole l'article des conditions générales intitulé « Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances »;
 - (b) toute blessure physique, y compris la mort.
 - ii. L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs qui touchent des biens mobiliers ou biens immobiliers qui sont la propriété du Canada, qui sont en sa possession, ou qui sont occupés par le Canada.
 - iii. Chaque partie est responsable de tous les dommages directs causés par son manquement à l'obligation de confidentialité en vertu du contrat. Chaque partie est aussi responsable de tous les dommages indirects, particuliers ou consécutifs relatifs à sa divulgation non autorisée des secrets industriels de l'autre partie (ou des secrets industriels d'un tiers fournis par une partie à une autre, en vertu du contrat) qui concernent la technologie de l'information.
 - iv. L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs qui se rapportent à une charge ou à une réclamation liée à toute portion des travaux pour lesquels le Canada a effectué un paiement. Cela ne s'applique pas aux charges ou réclamations relatives aux droits de propriété intellectuelle, lesquelles sont traitées au sous-alinéa b.i.(a) ci-dessus.
 - v. L'entrepreneur est aussi responsable de tous les autres dommages directs subis par le Canada qui ont été causés par l'entrepreneur en lien quelconque avec le contrat, y compris:
 - (a) tout manquement aux obligations en matière de garantie en vertu du contrat, jusqu'à concurrence du coût total payé par le Canada (y compris toute taxe applicable) pour les biens et les services touchés par le manquement;
 - (b) tout autre dommage direct, y compris tous les coûts directs identifiables engagés par le Canada pour faire appel à un autre entrepreneur pour effectuer les travaux, lorsque le contrat est résilié

en partie ou en totalité pour manquement, jusqu'à concurrence d'un maximum global pour ce sous-paragraphe b.v.(b) du montant le plus élevé entre 0.25 fois le coût total estimatif (le montant indiqué à la première page du contrat dans la case intitulée « Coût total estimatif » ou le montant indiqué sur chaque commande subséquente, bon de commande ou tout autre document utilisé pour commander des biens ou des services), ou 1 Million \$.

- (c) En aucun cas, la responsabilité totale de l'entrepreneur aux termes du sous-paragraphe b.v.(b) ne dépassera le coût total estimatif (comme défini plus haut) du contrat ou 1 Million \$, le montant le plus élevé étant retenu.
- vi. Si les dossiers ou les données du Canada sont endommagés à la suite d'une négligence ou d'un acte délibéré de l'entrepreneur, la seule responsabilité de l'entrepreneur consiste à rétablir à ses frais les dossiers et les données du Canada en utilisant la copie de sauvegarde la plus récente conservée par le Canada. Ce dernier doit s'assurer de sauvegarder adéquatement ses documents et données.

c. Réclamations de tiers :

- i. Que la réclamation soit faite au Canada ou à l'entrepreneur, chaque partie convient qu'elle est responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers relativement au contrat, tel que stipulé dans un accord de règlement ou ultimement déterminé par une cour compétente, si la cour détermine que les parties sont conjointement et solidairement responsables ou qu'une seule partie est uniquement et directement responsable envers le tiers. Le montant de la responsabilité sera celui précisé dans l'accord de règlement ou déterminé par la cour comme ayant été la portion des dommages que la partie a causés au tiers. Aucun accord de règlement ne lie une partie, sauf si ses représentants autorisés l'ont approuvé par écrit.
- ii. Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le montant ultimement déterminé par une cour compétente comme étant la portion de l'entrepreneur des dommages qu'il a lui-même causés au tiers. Toutefois, malgré le sous-paragraphe c.i., en ce qui concerne les dommages-intérêts spéciaux, indirects ou consécutifs subis par des tiers et couverts par le présent article, l'entrepreneur est uniquement responsable de rembourser au Canada sa portion des dommages que le Canada doit payer à un tiers sur ordre d'une cour, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire relativement à la violation des droits de propriété intellectuelle, de blessures physiques à un tiers, y compris la mort; des dommages touchant les biens personnels matériels ou immobiliers d'un tiers; toute charge ou toute réclamation sur toute portion des travaux; ou un manquement à l'obligation de confidentialité.
- iii. Les parties sont uniquement responsables l'une devant l'autre des dommages causés à des tiers dans la mesure décrite dans ce paragraphe c.

19. Entrepreneur en coentreprise

- a. L'entrepreneur confirme que le nom de la coentreprise est _____ et qu'elle est formée des membres suivants : [énumérer les membres de la coentreprise nommés dans la soumission originale de l'entrepreneur].

- b. En ce qui a trait aux rapports entre les membres de cette coentreprise, chacun d'eux adopte les conventions, fait les déclarations et offre les garanties suivantes (le cas échéant) :
- i. _____ a été nommé comme « membre représentant » de la coentreprise et est pleinement habilité à intervenir à titre de mandataire de chacun des membres de celle-ci pour ce qui est des questions se rapportant au présent contrat;
 - ii. en remettant un avis au membre représentant, le Canada sera réputé l'avoir remis à tous les membres de cette coentreprise;
 - iii. les sommes versées par le Canada au membre représentant en vertu du contrat seront réputées avoir été versées à tous les membres de la coentreprise.
- c. Les membres de la coentreprise acceptent que le Canada puisse, à sa discrétion, résilier le contrat en cas de différend entre les membres lorsqu'il est d'avis que ce différend nuit à l'exécution des travaux, et ce, de quelque façon que ce soit.
- d. Les membres de la coentreprise sont conjointement et individuellement ou solidairement responsables de l'exécution de ce contrat.
- e. L'entrepreneur reconnaît que toute modification dans la composition des membres de la coentreprise (c.-à-d. une modification du nombre de membres ou la substitution d'une autre entité légale à un membre existant) constitue une cession et est assujettie aux dispositions des conditions générales.
- f. L'entrepreneur reconnaît que les exigences contractuelles relatives aux marchandises contrôlées et à la sécurité, le cas échéant, s'appliquent à chaque membre de la coentreprise.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Supprimer la présente clause si le soumissionnaire à qui le contrat est attribué n'est pas une coentreprise. Si l'entrepreneur est une coentreprise, la présente clause doit être remplie au moyen des renseignements fournis dans sa soumission.

20. Matériel

- a. Selon les dispositions des conditions générales supplémentaires 4001 :

La partie III des conditions 4001 s'applique au contrat (Conditions supplémentaires : achat)	Oui.
La partie IV des conditions 4001 s'applique au contrat (Conditions supplémentaires : location)	Non.
La partie V des conditions 4001 s'applique au contrat (Conditions supplémentaires : maintenance)	Non.
Lieu de livraison	Comme spécifié à l'article 11 a. du contrat.
Date de livraison	Cinq jours ouvrables suivant la réception de la SPC ou commandes à l'intérieur d'un échéancier négocié et convenu par SPC.
L'entrepreneur doit remettre la documentation relative au matériel	Oui. Pour chaque téléphone neufs ou remis à neufs commandé.

L'entrepreneur doit mettre à jour la documentation relative au matériel pendant la durée du contrat	Non.
La documentation relative au matériel doit comprendre la documentation sur la maintenance	Non.
Langue de la documentation relative au matériel	La documentation doit être fournie en anglais et en français.
Exigences de livraison particulières	Les exigences de livraison spécial pour SPC devrait se définir au moment de la passation de l'ordre de service.
Exigences particulières relatives au lieu de livraison ou à l'installation	Non.
L'entrepreneur doit installer le matériel au moment de la livraison	Non.
L'entrepreneur doit intégrer et configurer le matériel au moment de la livraison	Non.
Le matériel fait partie d'un système	Non.
Essai du niveau de disponibilité préalable à l'acceptation	Non.
Période de l'essai du niveau de disponibilité préalable à l'acceptation	Non.
Responsable de l'essai du niveau de disponibilité	Non.
Niveau de disponibilité minimal du matériel.	Non.
Exigences de production de rapports concernant le niveau de disponibilité minimal du matériel	Non.
Période de maintenance du matériel	Non.
Option de prolongation de la période de maintenance du matériel	Non.
Catégorie de services de maintenance	Non.
Principale période de maintenance (PPM)	Non.
Numéro de téléphone sans frais pour le service de maintenance	Non.
Site Web pour le service de maintenance	Non.

21. Élargissement de la gamme de produits existants

- a. Pendant la durée du contrat, si des améliorations technologiques ont été apportées aux produits en vente prévus au contrat, l'entrepreneur peut proposer de nouveaux produits qui se veulent le prolongement d'une gamme de produits existants ou la « prochaine génération » d'une gamme de produits existants qui répondent aux spécifications de ces derniers ou les dépassent si le prix des nouveaux produits ne dépasse pas :
 - i. le prix ferme (ou prix plafond, s'il y a lieu) du produit offert au départ dans la soumission de l'entrepreneur qui a donné lieu à l'attribution du contrat plus 5 %;
 - ii. le prix inscrit sur la liste actuelle des prix publiés du produit de remplacement, moins tout rabais applicable au gouvernement;

- iii. le prix du produit de remplacement sur le marché;
selon le plus bas prix.
- b. Le nouveau produit proposé peut faire l'objet d'une étude comparative, et toutes les dépenses connexes (comme le transport et le coût de l'étude) seront aux frais de l'entrepreneur.
- c. L'acceptation ou le rejet du nouveau produit est à l'entière discrétion du Canada. Si le Canada refuse le nouveau produit proposé, l'entrepreneur doit continuer à livrer le produit de départ. Si le nouveau produit est accepté, le tout sera consigné, à des fins administratives seulement, par une modification au contrat indiquant l'ajout de ce produit au contrat.
- d. L'entrepreneur reconnaît que le remplacement proposé peut être sujet à la discrétion du Canada à l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement de l'évaluation de l'article.

22. Préservation des supports électroniques

- a. Avant de les utiliser sur l'équipement du Canada ou de les envoyer au Canada, l'entrepreneur doit utiliser un produit régulièrement mis à jour pour balayer les supports électroniques utilisés pour exécuter les travaux afin de s'assurer qu'ils ne contiennent aucun virus informatique ou code malveillant. L'entrepreneur doit informer aussitôt le Canada si un support électronique utilisé pour les travaux renferme des virus informatiques ou autres codes malveillants.
- b. Si des renseignements ou des documents électroniques sont endommagés ou perdus (par exemple s'ils sont effacés par accident) pendant que l'entrepreneur en a la garde ou en tout temps avant qu'ils ne soient remis au Canada conformément au contrat, l'entrepreneur doit les remplacer immédiatement à ses frais.

23. Exigences relatives à la production de rapports

- a. L'entrepreneur doit fournir les suivants :
 - i. Un rapport mensuel sur les Demandes de service reçus par l'entrepreneur, selon l'annexe « F » ; et
 - ii. Un rapport sur l'Information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement de l'entrepreneur pendant la durée du contrat, selon l'Annexe « C » indiquant tout nouveaux produits/services ou sous-traitants, sur une base trimestrielle, si des modifications se produisent.

24. Biens du gouvernement

- a. Le Canada consent à fournir à l'entrepreneur les articles énumérés ci-dessous (les « **Biens du gouvernement** »). La section des conditions générales intitulée « Biens du gouvernement » s'applique également à l'utilisation de ces biens par l'entrepreneur.
 - i. Voir ci-jointe Annexe « G », Liste des articles - Propriété du gouvernement.

Contract No. – No de contrat

Amdt No.- No de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
C26

Client Ref. No. – No de réf du client
R0000098790

File No. – No du dossier

CCC No. – No CCC FMS/No

Annexe « A »

Énoncé des travaux

(Voir ci-jointe.)

Contract No. – No de contrat

Amdt No.- No de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
C26

Client Ref. No. – No de réf du client
R0000098790

File No. – No du dossier

CCC No. – No CCC FMS/No

Annexe « B1 »

Liste des Prix – original

(Voir ci-jointe)

Contract No. – No de contrat

Amdt No.- No de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
C26

Client Ref. No. – No de réf du client
R0000098790

File No. – No du dossier

CCC No. – No CCC FMS/No

Annexe « B2 »

Liste des Prix

(Voir ci-jointe – sur nouveaux produits.)

Contract No. – No de contrat

Amdt No.- No de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
C26

Client Ref. No. – No de réf du client
R0000098790

File No. – No du dossier

CCC No. – No CCC FMS/No

Annexe « C »

Information sur la sécurité de la chaîne
d'approvisionnement de l'entrepreneur

(Voir ci-jointe)

Contract No. – No de contrat

Amdt No.- No de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
C26

Client Ref. No. – No de réf du client
R0000098790

File No. – No du dossier

CCC No. – No CCC FMS/No

Annexe « D »

Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité

(Voir ci-jointe.)

Contract No. – No de contrat

Amdt No.- No de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
C26

Client Ref. No. – No de réf du client
R0000098790

File No. – No du dossier

CCC No. – No CCC FMS/No

Annexe « E »

Formulaire de Demande de service

(Voir ci-jointe.)

Contract No. – No de contrat

Amdt No.- No de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
C26

Client Ref. No. – No de réf du client
R0000098790

File No. – No du dossier

CCC No. – No CCC FMS/No

Annexe « F »

Rapport mensuel des Demandes de service

(Voir ci-jointe.)

Contract No. – No de contrat

Amdt No.- No de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
C26

Client Ref. No. – No de réf du client
R0000098790

File No. – No du dossier

CCC No. – No CCC FMS/No

Annexe « G »

Liste des articles – Propriété du gouvernement

(Voir ci-jointe.)